Séance publique du 25 septembre 2000

Délibération n° 2000-5768

commission principale : urbanisme, habitat et développement social

commission (s) consultée (s) pour information : finances et programmation

objet : **Evaluation du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALD) - Convention de participation financière**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des politiques d'agglomération - Mission habitat

Le Conseil,

Vu le rapport du 11 septembre 2000, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALD) constitue l'une des dispositions instituées par la loi Besson (n° 90-449) en date du 31 mai 1990. Ce plan, dont la responsabilité incombe à l'Etat et au Conseil général définit des objectifs et des moyens en matière de logement des plus défavorisés. La Communauté urbaine a été associée à la signature du deuxième PDALD en 1993 pour la période 1993-1995 et du troisième PDALD en 1998 pour la période 1998-2000 pour la partie de territoire qui la concerne.

La loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions, comporte des dispositions qui conduisent à s'interroger sur les évolutions qui seraient souhaitables pour améliorer la prise en compte de la loi par le PDALD du Rhône.

De plus, l'article 9 du décret en date du 22 octobre 1999 relatif aux PDALD et au fonds de solidarité pour le logement, précise les modalités d'évaluation du plan départemental prévue par l'article 8 de la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement et l'article 10 du décret d'application du 7 septembre 1990. Cet article précise que le comité de pilotage du plan établit l'évaluation des effets du plan trois mois au moins avant le terme de ce dernier.

Aussi le PDALD du Rhône venant à expiration à la fin de l'année 2000, l'Etat et le Conseil général proposent-ils que son évaluation soit lancée dans le dernier trimestre de cette année.

Selon les textes, cette évaluation consiste en une estimation des effets du plan sur l'évolution du nombre et de la situation des personnes et familles mentionnées à l'article 1 et, en une appréciation de la pertinence du plan en regard de l'objectif d'accès de ces personnes et familles à un logement décent et indépendant ou de leur maintien dans un tel logement.

L'évaluation devra renseigner les acteurs du plan sur l'efficacité et les effets des dispositifs étudiés, leur appropriation et leur connaissance par les partenaires et l'implication de ces derniers. Elle devra également porter sur le fonctionnement global du plan en terme de pilotage, d'animation et de coordination entre ses différents dispositifs. Elle devra permettre de définir les adaptations, les orientations nouvelles du PDALD et faire des propositions précises d'amélioration qui donneront lieu à l'élaboration du nouveau plan avec ces différents acteurs.

La question de l'articulation des différentes actions du plan apparaît, comme un des thèmes majeurs de l'évaluation, aussi bien au niveau du traitement des situations individuelles, qu'au niveau de l'articulation entre les dispositifs institutionnels.

Se pose, par ailleurs, la question de l'articulation du plan avec les autres dispositifs.

L'évaluation pourrait être l'occasion de la mise en place d'un processus d'évaluation en continu, appropriable par les acteurs locaux, en formalisant la production de données nécessaire à l'analyse des effets des actions du nouveau plan.

La mission d'évaluation qui serait confiée par le Conseil général à un prestataire, choisi par appel d'offres, portera en priorité sur les quatre points suivants :

- l'articulation du plan avec les autres dispositifs et entre ses actions,

- le fonds de solidarité logement (aide aux impayés de loyers et à l'accès au logement),
- l'efficacité des différents dispositifs d'offre adaptée de logements (logements temporaire, d'urgence et d'insertion),
- le fonctionnement du plan (son pilotage, ses modalités d'animation, de suivi et d'adaptation).

La Communauté urbaine est sollicitée par l'Etat et le Conseil général pour participer au financement de l'évaluation. Il est demandé au Conseil de répondre favorablement à cette demande, la Communauté urbaine étant partie prenante des deux derniers PDALD.

Le coût de cette évaluation est estimé à 400 000 F TTC.

La maîtrise d'ouvrage de l'étude serait assurée par le Conseil général dans le cadre d'un financement conjoint avec l'Etat, la communauté urbaine de Lyon et la Caisse des dépôts et consignations. De ce fait, la Communauté urbaine participerait pour un quart, soit 100 000 F TTC.

Le pilotage de l'évaluation serait assuré par le comité technique du plan départemental. Le délai maximum de réalisation de la mission est fixé entre 4 et 6 mois ;

Vu ledit dossier ;

Vu la loi n° 90-449 -article 8-, dite loi Besson en date du 31 mai 1990 et celle du 29 juillet 1998 ;

Vu l'article 10 du décret d'application du 7 septembre 1990 ;

Vu l'article 9 du décret en date du 22 octobre 1999 ;

Vu le deuxième PLAD signé en 1993 et le troisième en 1998 ;

Où l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer la convention de participation financière à intervenir entre la Communauté urbaine, l'Etat, le Conseil général et la Caisse des dépôts et consignations .

2° - La dépense à engager sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercice 2001 - compte 617 100 - fonction 653.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,